

En Italie, la baisse des aides malmène une presse d'opinion déjà mal-en-point

Le fonds public de soutien à l'édition est passé de 500 millions d'euros en 2007 à 53 en 2011

Rome
Correspondant

Le *Corriere mercantile* de Gênes, le plus ancien quotidien de la Péninsule, passera-t-il l'hiver? Et *L'Unità*, l'ancien organe officiel du Parti communiste italien (PCI), fondé par Antonio Gramsci, ou *Il Manifesto*, créé en 1969 par des dissidents du PCI, ou *La Padania*, le quotidien du parti autonomiste et anti-immigrés de la Ligue du Nord, ou encore *Avvenire*, le journal de la conférence épiscopale italienne?

Jeudi 2 février, *Liberazione*, organe du parti Refondation communiste, recentré sur Internet après avoir dû mettre fin à l'édition papier, a fermé temporairement son site. Le temps que les négociations s'ouvrent afin que les journalistes puissent bénéficier du chômage technique.

Dans la région d'Emilie-Romagne, le quotidien *Domani* s'apprête à licencier 35 journalistes. A Plaisance et Crémone, *La Cronaca* n'est pas par.

Qu'ils soient l'expression d'un parti, d'une religion ou d'une minorité linguistique, une centaine de titres, représentant environ 500 000 acheteurs et 4 000 emplois, sont menacés suite aux coupes dans le fonds d'aide à l'édition, décrétées par le gouvernement Berlusconi, en août 2011, et confirmées par celui de Mario Monti.

Doté de 500 millions d'euros en 2007, ce fonds est passé à 150 millions en 2010, puis à 53 millions en 2011. Or, l'aide publique, calculée sur le tirage, est indispensable à la survie de ces journaux, souvent structurés comme une coopérative.

A la rédaction du *Manifesto*, à Rome, l'inquiétude règne. Le quotidien de gauche, qui recevait de l'Etat 3,8 millions d'euros, ne sait pas s'il sera encore en kiosques d'ici à « deux ou trois mois ».

Pour sa directrice, Norma Rangieri, « les journaux politiques sont victimes d'une triple crise : la baisse de l'aide publique, de la publicité et des ventes ». « Les subventions nous

aident à survivre, mais pas à bien vivre, explique-t-elle. La crise de la presse est générale. A quoi s'ajoute le fait qu'en Italie 50 % du marché publicitaire est capté par la télévision. Le reste va aux grands journaux. Nous devons nous contenter de miettes. »

Journaliste et syndicaliste, Carlo Lania redoute « que la gauche italienne demeure sans voix » et pointe un « risque pour le pluralisme de l'information ». Sur le site de *Liberazione*, on peut lire : « Berlusconi puis Monti ont sciemment décidé, sur la base de critères politiques, de mettre à genoux la presse de gauche. »

Journaux sans lecteurs

Paranoïa? Des journaux de droite sont aussi en crise, comme *Il Secolo*, organe du parti postfasciste, Alliance nationale. Sans parler des hebdomadaires catholiques, qui ne sont pas précisément des brûlots de l'opposition.

Un sauvetage de dernière minute pourrait se produire lors du vote au Sénat d'une loi budgétaire fourre-tout actuellement en discus-

sion. Mais le problème reste entier pour les années à venir.

Renzo Santelli, porte-parole de la Fédération nationale de la presse italienne (FNSI), presse le gouvernement de trouver « une solution de financement durable et pérenne ». Il souhaite la mise au point d'« un système qui mette fin à tous les financements fictifs, c'est-à-dire basés artificiellement sur le tirage et non les ventes réelles, pour des motifs clientélistes ou politiques. »

De nombreux titres ne sont que des journaux sans lecteurs. Emanations de formations politiques parfois disparues, ils n'existent encore que pour garantir un salaire à des apparatchiks ou des affidés.

Dans un climat de suspicion vis-à-vis des partis, le combat des journalistes n'est pas gagné. Lors de sa conférence de presse de fin d'année, M. Monti a jugé « impensable d'éliminer totalement les subventions qui garantissent une information pluraliste et la coexistence de courants culturels et politiques vitaux pour le pays ». ■

PHILIPPE RIDET